

APEI du Valenciennois "LES PAPILLONS BLANCS"

S T A T U T S

=====

Les Statuts de l'Association "Les Papillons Blancs" de Valenciennes en date du 5 Janvier 1961 (Journal Officiel des 23 et 24 Janvier 1961) sont modifiés ainsi qu'il suit par Décisions des Assemblées Générales du Vingt-trois Février Mil Neuf Cent Soixante Neuf, du Huit Mars Mil Neuf Cent Soixante Dix, du Seize Juin Mil Neuf Cent Soixante Treize, du Vingt Six Avril Mil Neuf Cent Soixante Quinze, du Vingt Trois Avril Mil Neuf Cent Soixante Dix Sept, du Vingt Quatre Mars Mil Neuf Cent Soixante Dix Neuf, du Dix Mai Mil Neuf Cent Quatre Vingt Un, du Vingt Trois Mai Mil Neuf Cent Quatre Vingt Deux, du Premier Juin Mil Neuf Cent Quatre Vingt Six, du Douze Juin Mil Neuf Cent Quatre Vingt Huit, du Douze Juin Mil Neuf Cent Quatre Vingt Treize, du Vingt quatre juin deux mille et du Vingt Juin deux mille neuf.

TITRE I

Dénomination et Buts de l'Association

Article 1 : Dénomination

Il est formé, conformément à la loi du 1er Juillet 1901 entre toutes les Personnes qui adhèrent aux présents statuts, une Association ayant pour titre :

« Association de Parents et amis de Personnes Handicapées Intellectuelles du Valenciennois » dite :

« **APEI du Valenciennois, *Les Papillons Blancs*** ».

Sa durée est illimitée. Elle comprendra autant de Sections Familiales Territoriales qu'il apparaîtra souhaitable et ce dans les conditions définies dans le Règlement Général.

Article 2 :Siège social

Le Siège Social de l'Association est établi : - 81 Avenue Anatole France à ANZIN, 59410 –

Il pourra être transféré en tout autre lieu de l'Arrondissement de Valenciennes par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 3 : Buts de l'APEI

L'Association a pour buts, en liaison avec l'Union Départementale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés « les Papillons Blancs du Nord », l'Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés du Nord - Pas de Calais et avec l'Union Nationale des Associations de Parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis :

1°- d'unir les familles et les amis :

- * de Personnes en situation de handicap intellectuel, et présentant ou non des troubles associés,
- * de Personnes en situation de polyhandicap, et,

- * de Personnes présentant des troubles envahissants du développement (TED) dont l'autisme,
- * et ceux qui, sans être parents, en ont légalement ou moralement la charge ;

2° - d'entretenir entre les adhérents l'esprit familial et de solidarité nécessaire, d'apporter aux familles et à tous ceux qui ont la charge d'une personne en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme, mineur ou majeur, l'aide nécessaire, de les renseigner et conseiller en vue de favoriser le plein épanouissement de la personne handicapée.

3° - de créer et gérer des établissements destinés :

- * à permettre, à chaque fois que possible, le maintien ou l'intégration dans le milieu ordinaire de scolarisation, de socialisation, de travail et de vie, des enfants, adolescents ou adultes, en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme.

- * à éduquer et soigner, si leur état physique le permet les enfants et adolescents en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap ou de TED dont l'autisme : Instituts Médico-Pédagogiques, Instituts Médico-Professionnels, Instituts Médico-Educatifs, Services d'Education Spécialisée et de Soins A Domicile, et tout autre Établissement ou Service nécessaire.

- * à assurer aux adultes en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap ou de TED dont l'autisme, si leur insertion dans la vie courante n'a pu être effectuée à la suite des séjours dans les instituts précités, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas pu en bénéficier, le travail et les conditions de vie décentes : Établissements et Services d'Aide par le Travail, Entreprises Adaptées, Foyers, Structures d'habitat, Services d'Insertion et d'Accompagnement à la Vie Sociale , Maisons d'Accueil Spécialisées, Foyers de Vie, Foyers d'Accueil Médicalisés, et tout autre Etablissement ou Service nécessaire.

L'APEI, pour la réalisation de ses buts, pourra créer et gérer des Établissements et Services d'Aide par le Travail qui sont des Etablissements de Travail Protégé définis par la Loi n° 75-534 du 30 juin 1975. Ces Etablissements concourent à l'insertion professionnelle et sociale des personnes handicapées par des activités notamment économiques, lesquelles ne sauraient, cependant, altérer l'objet médico-social de ces Etablissements de travail protégé. L'Association pourra aussi créer et gérer des Entreprises Adaptées définies par la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

* à permettre en général à tous, Parents et Personnes en situation de handicap, quel que soit leur âge, de disposer des moyens à caractère social, et des lieux d'accueil, propres à leur assurer le repos et les loisirs comme tout citoyen.

4° de développer les compétences des travailleurs handicapés en ESAT et EA, des parents, de l'environnement et des personnels, **par la création et la gestion d'une activité de Formation Professionnelle Continue** ;

5° d'assurer, autant que les moyens mobilisés le permettent, aux Personnes en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme, qui en ont les capacités, **l'accompagnement nécessaire pour s'insérer dans la vie courante** (insertion scolaire, sociale, professionnelle) ;

6° de s'assurer de la protection de la Personne en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme en liaison avec l'Association Tutélaire des Inadaptés, « *ATINord* », ou toute autre Association Tutélaire ;

7° de défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de ces Personnes en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap ou de TED dont l'autisme auprès des élus, des pouvoirs publics, des commissions, des autorités de tutelle, etc;

8° d'informer régulièrement les élus, les autorités et les médias, organiser toutes manifestations;

9° d'établir sur le plan local des liaisons avec les autres organismes, associations et établissements d'enseignement, qui œuvrent en faveur des personnes handicapées quelle que soit la nature de leur handicap.

L'APEI se réserve la possibilité, dans le cadre de la réglementation en vigueur, de réaliser des opérations de vente, dont les bénéfices seront entièrement affectés à la réalisation de son objet social.

Article 4 : Activités

L'Association se propose d'organiser ou de promouvoir au profit de tous ses adhérents des activités à caractère éducatif et de loisirs, social, culturel et sportif.

TITRE 2

Composition - Admission - Radiation

Article 5 : Composition

L'Association se compose de :
- Membres actifs adhérents
- Membres honoraires
- Membres d'honneur

Sont "Membres actifs adhérents" : des Parents (père, mère, beau-père, belle-mère, conjoint, ascendants, frères ou sœurs) ou des non-parents : les tuteurs ou responsables légaux d'enfants ou d'adultes en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme, les personnes physiques ou morales n'ayant pas d'enfants ou d'adultes déficients à charge mais désirant, néanmoins, apporter à l'Association un concours efficace. Aucun professionnel salarié de l'APEI, ou ancien salarié de l'APEI, non parent d'une personne en situation de handicap intellectuel et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme, ne pourra adhérer à l'Association après le 20 Juin 2009. Les adhérents professionnels non parents à cette date conserveront la faculté d'adhérer en tant que « membres actifs » à titre dérogatoire et strictement personnel.

Les membres actifs doivent donner leur adhésion aux Statuts et Règlement Général de l'Association et acquitter la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Sont "Membres honoraires" : les personnes physiques ou morales apportant à l'Association une aide matérielle ou morale.

Le titre de "Membre d'honneur" peut être décerné par le Conseil d'Administration aux personnes qui rendent ou ont rendu des services importants à l'Association, sans qu'ils soient tenus au paiement d'une cotisation annuelle.

Article 6 : Admission

Pour faire partie de l'Association, il faut être agréé par le Conseil d'Administration qui valide les candidatures au titre de Membre actif, et nomme les Membres honoraires ou Membres d'honneur.

Article 7 : Radiation

La qualité de Membre se perd par :

- la démission
- le décès
- la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour refus de paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été préalablement invité à fournir des explications.

Article 8 : Responsabilité

Le patrimoine de l'Association répond seul de ses engagements.

TITRE 3

Administration - Fonctionnement

Article 9 : Composition du Conseil d'Administration

- L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé au minimum de 8 Membres et au maximum de 24 Membres.

- Tous les Membres sont choisis, parmi les Membres actifs à jour de leurs cotisations et jouissant des Droits civiques. Ils sont élus pour une durée de 3 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les salariés, ou anciens salariés de l'APEI ne peuvent être administrateurs.

- Les candidatures doivent être présentées au moins un mois avant l'Assemblée Générale.

Pour être candidat au Conseil d'Administration, il faut être adhérent depuis un an et être présenté par deux Membres du Conseil d'Administration.

Toutefois, ils doivent être, pour les 2/3 au moins, parents de personnes handicapées intellectuelles ; sont assimilés aux parents les père, mère, beau-père, belle-mère, conjoint, ascendants, frères ou sœurs.

- Le renouvellement du Conseil a lieu par tiers chaque année. Le tiers le plus ancien est le tiers sortant. Chaque tiers constitue un collège. Si pour quelque motif que ce soit, un des collèges présente un déficit en nombre égal ou supérieur à 3 membres vis-à-vis d'un ou des deux autres collèges, il est procédé, lors du Conseil d'Administration qui suit immédiatement le constat, au tirage au sort afin de réaffecter un ou plusieurs membres d'un ou deux collèges dans le ou les collège(s) déficitaire(s). La durée du mandat des membres déplacés d'un collège suit la durée de mandat du collège de réaffectation.

Les Membres sortants sont rééligibles.

En cas de vacance, le Conseil peut pourvoir au remplacement provisoire de

ses Membres par cooptation, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Si la ratification est prononcée, la durée du mandat des nouveaux Membres est la même que celle des Membres qu'ils remplacent.

- Tout Membre du Conseil peut être révoqué à tout moment, sans indemnité, par Assemblée Générale délibérant aux conditions de l'article 15 ci-après.

- Les fonctions de Membres du Conseil sont gratuites.

- Le Conseil élit chaque année son Bureau parmi ses Membres, à bulletin secret lors de la séance qui suit l'Assemblée Générale.

Le Bureau comprend :

1 Président, nécessairement Parent (père, mère, beau-père, belle-mère, conjoint, ascendants, frères ou sœurs) d'une personne handicapée intellectuelle et présentant ou non des troubles associés, de polyhandicap, ou de TED dont l'autisme,

1 Président Adjoint,

Plusieurs Vice-Présidents, dont les Délégués aux Sections Familiales Territoriales,

1 Secrétaire

1 Secrétaire Adjoint

1 Trésorier

1 Trésorier Adjoint

Eventuellement un ou plusieurs Membres.

Tout Membre du Bureau est révocable par le Conseil d'Administration.

Nul ne peut être Président plus de 10 ans en continu ou en discontinu.

Le nombre des Membres du Bureau peut se trouver modifié par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 10 : Les Sections Familiales Territoriales

Le Président de l'Association siège au Conseil de la Section Familiale Territoriale ou est représenté par un Administrateur.

Le règlement des Sections Familiales Territoriales ne devra pas comporter de textes en contradiction avec les Statuts de l'Association.

Article 11 : Réunion et décisions du Conseil d'Administration

- Le Conseil se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son Président (en principe, tous les deux mois) ou sur la demande de la majorité de ses Membres.

La présence d'un tiers des Membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Un registre des présences est tenu lors de chaque séance.

Le Conseil d'Administration se prononce à bulletin secret à la demande du Président ou au moins du quart des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil sont consignées dans un classeur spécial.

Tout Membre du Conseil qui, sans excuse valable, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives, pourra être considéré comme démissionnaire.

Nul ne peut voter par procuration.

Les membres du Conseil sont soumis à l'obligation de discrétion et sont tenus au secret.

- Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la vie civile de l'Association, en particulier pour faire et autoriser tous actes et opérations qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

Notamment, le Conseil d'Administration décide de la création ou de la dissolution des Sections Familiales Territoriales, il autorise la prise à bail ou la location des locaux nécessaires aux besoins de l'Association, il fait effectuer toutes réparations aux immeubles, il se prononce sur toutes acquisitions, tous échanges, aliénations des immeubles nécessaires aux buts poursuivis par l'Association, ainsi que toutes constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant 9 ans, et aliénations des biens.

Le Conseil d'Administration décide de contracter aussi tout emprunt nécessaire aux buts poursuivis par l'Association, au fonctionnement d'Etablissements existants ou à la création d'Etablissements nouveaux.

Toutes sommes, tous biens, valeurs, lettres et paquets recommandés ou non revenant à l'Association sont reçus par le Président, le Trésorier ou à défaut toute personne déléguée à cet effet qui ont tout pouvoir pour en donner quittance ou décharge notamment auprès de l'Administration des Postes, de toutes entreprises de transport, de toutes banques ou de toutes caisses publiques et privées.

Le Conseil d'Administration établit le Règlement Général d'Association pour le détail de fonctionnement pratique de l'Association et des Sections Familiales Territoriales de l'Association.

Le Conseil d'Administration nomme les Délégués adjoints des Sections Familiales Territoriales parmi les membres du Conseil d'Administration ou parmi les Adhérents de l'Association.

Le Conseil d'Administration peut désigner une personne ressource pour une mission particulière, ou une aide ponctuelle à une Commission, un groupe de travail ou une Section Familiale Territoriale.

Le Règlement Général et ses modifications éventuelles sont décidés par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer certains de ses pouvoirs à un Membre du Conseil ceci en accord avec les délégations dévolues au Directeur Général.

Article 12 : Le Bureau

Le Bureau se réunit en principe tous les 2 mois, et si nécessaire, sur la convocation de son Président. Le procès verbal des réunions est consigné dans un classeur spécial.

- Le Bureau prépare les réunions et exécute les décisions du Conseil ; il expédie les affaires courantes.
- Le Bureau assiste le Président.
- Le Bureau du Conseil est spécialement investi des attributions suivantes :

* **Le Président** assure l'exécution des décisions du Conseil et du Bureau, ainsi que le fonctionnement régulier de l'APEI.

Le Président peut déléguer ses pouvoirs à un membre du Bureau.

Le Président est compétent pour représenter l'Association en justice ainsi que pour introduire toute action en justice qu'il estimera nécessaire. Le Président rend compte de toutes les actions en justice introduites au nom de l'Association au Conseil d'Administration qui en délibère.

Le Président nomme après avis d'une Commission de recrutement le Directeur Général, et les Directeurs, sur proposition du Directeur Général.

* **Le Président Adjoint** seconde le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace, s'il y a lieu.

* **Le Secrétaire** est chargé des convocations, de la rédaction des procès-verbaux des Assemblées Générales, des réunions du Conseil et du Bureau, de la préparation des Assemblées Générales ainsi que toutes les correspondances, en liaison avec le Président. Il est éventuellement secondé dans ses tâches par un **Secrétaire Adjoint**.

* **Le Trésorier** contrôle les comptes de l'APEI. Il est éventuellement secondé dans ses tâches par un **Trésorier Adjoint**.

Article 13 : Le Directeur Général

Le fonctionnement de l'Association est placé sous l'autorité d'un Directeur Général.

Par délégation des instances délibérantes de l'Association, le Directeur Général est chargé de la Direction, de l'Animation et de l'Administration générale de l'ensemble des Etablissements, des Services et du Siège de l'Association.

Ses responsabilités sont définies dans le Règlement Général de l'Association.

Il occupe une position hiérarchique sur les Etablissements et Services, Siège compris.

Les délégations sont formalisées dans un document officiel signé par le Président et le Directeur Général.

Ce dernier a la faculté de subdéléguer.

Article 14 : Vérification des comptes

Pour la vérification des comptes de l'Association il est institué une Commission Financière. De plus un Commissaire aux Comptes, choisi en dehors du Conseil est élu tous les 6 ans par l'Assemblée Générale. Celui-ci rend compte de sa mission à l'Assemblée Générale Annuelle.

TITRE 4

Assemblées Générales

Article 15 : Composition, réunions et délibérations

Les Assemblées Générales sont composées de tous les Membres actifs à jour de leurs cotisations.

L'Assemblée Générale Ordinaire se tient, au moins, une fois par an à la date fixée par le Conseil d'Administration.

Le Bureau de l'Assemblée est celui du Conseil auquel se joignent deux assesseurs désignés par l'Assemblée avant l'ouverture des travaux.

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement quel que soit le nombre des Membres présents, sauf en cas de dissolution où sera appliqué l'article 21, sur l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'Administration et envoyé aux membres actifs 15 jours avant la date de l'Assemblée Générale.

Les votes ont lieu à main levée ou à bulletin secret, sur la demande du Président ou du tiers des Membres présents.

L'Assemblée entend et délibère sur le rapport du Conseil d'Administration au sujet de la situation morale et financière de l'Association, sur la gestion des Établissements, prend connaissance du rapport des Commissaires aux Comptes pour l'exercice clos du 31 Décembre précédent, les comptes lui sont présentés et soumis pour approbation, elle pourvoit au renouvellement ou à la révocation des Membres du Conseil, et d'une manière générale délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour qui touchent au développement de l'Association et à celui des Établissements et Services qu'elle gère.

Tout sujet ne figurant pas à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, pourra être écarté par le bureau de l'Assemblée.

Toute discussion pouvant avoir un caractère politique, religieux ou étranger en quelque manière au but de l'Association est formellement interdite.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

Le vote par procuration est admis.

Chaque membre actif présent ne peut disposer que de trois mandats maximum y compris le sien.

L'Assemblée Générale décide du montant de la cotisation pour l'année à venir.

Article 16 : Assemblée Générale extraordinaire

Une Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur proposition du Conseil d'Administration ou sur la demande de la moitié des Membres actifs plus un, être convoquée en vue d'apporter des modifications aux statuts, de décider de la prorogation ou de la dissolution de l'Association, de sa fusion ou union à d'autres Associations poursuivant un but analogue.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est soumise aux mêmes règles que celles de l'Assemblée Générale Ordinaire, sous réserve des conditions de l'article 21.

Article 17 :

Conformément à la Charte des droits et libertés de la personne accueillie (Arrêté du 8 septembre 2003), mentionnée à l'article L. 311-4 du code de l'action sociale et des familles, l'Association garantit le respect des principes suivants :

- Non-discrimination,
- Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté,
- Droit à l'information,
- Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne,
- Droit à la renonciation,
- Droit au respect des liens familiaux,

- Droit à la protection,
- Droit à l'autonomie,
- Principe de prévention et de soutien,
- Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie,
- Droit à la pratique religieuse : les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des Établissements ou Services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.
- Respect de la dignité de la personne et de son intimité.

➤ TITRE 5

Organisation Financière

Article 18 : Ressources et dépenses

Les recettes de l'Association proviennent :

- 1° - des cotisations de ses Membres
- 2° - des subventions qui peuvent lui être accordées
- 3° - des ressources créées à titre exceptionnel dans la mesure autorisée par la loi
- 4° - des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède
- 5° - et généralement de toutes sommes que l'Association peut régulièrement recevoir en raison de ses activités, notamment pour l'exploitation des Établissements ou Services.
- 6° - du produit des rétributions perçues pour Services rendus.

Ces ressources sont employées :

- 1° - aux frais de fonctionnement des Établissements ou Services gérés par l'APEI.
- 2° - aux frais d'administration de l'Association.
- 3° - aux investissements dans les Etablissements et Services créés par l'Association
- 4° - aux frais entraînés par la création de nouveaux Etablissements
- 5° - aux subventions, participations ou avances que le Conseil d'Administration pourrait accorder.

Les dépenses sont ordonnancées par le Président, ou par toute personne désignée par lui.

Article 18 bis :

L'Association s'oblige :

- à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toutes réquisitions du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, en ce qui concerne l'emploi des libéralités,
- à adresser au Préfet un rapport annuel sur sa situation et ses comptes financiers, y compris ceux des Sections Familiales Territoriales,
- à laisser visiter ses Établissements ou Services par les délégués des Ministres compétents et des Collectivités Territoriales et à leur rendre compte du fonctionnement desdits établissements.

Article 19 : Comptabilité

Chaque Établissement et Service géré par l'APEI, tient une comptabilité distincte, qui forme un chapitre spécial de la comptabilité d'ensemble de l'APEI.

Le Trésorier présente annuellement au Conseil d'Administration les comptes administratifs des Établissements ou Services, pour approbation.

Le Trésorier présente annuellement au Conseil d'Administration les budgets prévisionnels des Établissements ou Services de l'exercice suivant, pour approbation.

Le Trésorier présente annuellement au Conseil d'Administration les comptes consolidés de l'Association pour approbation de l'arrêté des comptes annuels.

Le Trésorier présente annuellement au Conseil d'Administration le projet de rapport financier afin de le valider pour sa présentation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le Trésorier présente annuellement à l'Assemblée Générale Ordinaire les comptes consolidés de l'Association et le rapport financier, pour approbation.

TITRE 6

Modification des Statuts - Dissolution - Liquidation

Article 20 : Modification des Statuts

Les Statuts peuvent être modifiés sur la proposition du Conseil d'Administration ou de la moitié plus un des Membres actifs.

Toute modification doit être approuvée par une Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 21 : Dissolution, fusion, groupements de coopération sociale et médico-sociale.

La dissolution de l'Association, sa fusion, ou la participation à un groupement de coopération sociale et médico-sociale avec d'autres Associations ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet.

Cette Assemblée délibérera valablement en présence au moins de la moitié de ses Membres actifs.

Si, à cette Assemblée, ce nombre n'est pas atteint, il sera convoqué, dans le mois suivant, une seconde Assemblée Générale Extraordinaire qui statuera définitivement à la majorité des Membres présents.

Article 22 : Liquidation

Liquidation : en cas de dissolution, les fonds restant en caisse ou provenant de la liquidation des biens de l'Association seront versés soit à une autre Association adhérente de l'Union Départementale des Papillons Blancs du Nord, soit à l'Union Départementale elle-même, soit à une Association membre de l'UNAPEI, soit à l'UNAPEI.

TITRE 7

Dispositions diverses

Article 23 : Règlement général

Le Conseil d'Administration établit un Règlement Général pour le fonctionnement de l'APEI.

Fait à ANZIN, le 20 JUIN 2009